

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-25-083 de mise en demeure, édictant une mesure conservatoire
et ordonnant le paiement d'amendes administratives et d'astreintes
administratives journalières**

Société LOGICOR à PIERRELAYE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 511-9, L. 171-7 et L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 août 2002 autorisant la société LOGICOR à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de PIERRELAYE – Chemin de la Basse Patelle – Zone Industrielle Porte Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 2006 autorisant la société LOGICOR à exploiter des installations classées sous les rubriques 2662-2 et 2662-3 (stockage de matières combustibles plastiques) de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-24-035 du 11 mars 2024 de mise en demeure pris à l'encontre de la société LOGICOR à PIERRELAYE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 21 février 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – DRIEAT – unité départementale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 28 janvier 2025 sur le site exploité par la société LOGICOR à PIERRELAYE ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 21 février 2025 adressé à la société LOGICOR, lui transmettant le rapport du 21 février 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société LOGICOR s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 28 janvier 2025 a permis de constater que :

- l'exploitant réalise une activité de transit de déchets dangereux sur son site, pour un tonnage de 59,22 tonnes, sans être autorisé pour cette activité ICPE classable au titre des rubriques ICPE n° 3550 et n° 2718 conformément aux seuils fixés à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

- l'exploitant ne respecte pas l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé, alors que le délai imparti est dépassé en ne rendant pas accessible un état des stocks conforme à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

- l'exploitant ne respecte pas l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé, alors que le délai imparti est dépassé en ne justifiant pas que les matières stockées soient compatibles avec la protection de type ASFR du système d'extinction automatique, assurant son bon fonctionnement conformément à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'est pas autorisé pour réaliser une activité transit de déchets dangereux (batteries lithium usagées) sur son installation ;

Considérant que cette activité de transit de déchets dangereux augmente considérablement le risque d'incendie dans la cellule n°2 contenant par ailleurs des batteries lithium neuves de véhicules électriques ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'imposer envers la société LOGICOR la réalisation d'une mesure conservatoire consistant en l'évacuation des déchets dangereux, et d'assurer la bonne exécution de celle-ci en ordonnant le paiement à l'exploitant d'une astreinte administrative conformément aux dispositions du 1° du I. de l'article L.171-7 du code de l'environnement ;

Considérant que l'absence d'état des stocks est de nature à nuire aux bonnes conditions d'intervention des services de secours en cas d'accident ;

Considérant que l'exploitant n'est pas capable de justifier que le système d'extinction automatique d'incendie est adapté aux matières combustibles stockées et que de ce fait le bon fonctionnement de ce système en cas de sinistre n'est pas assuré ;

Considérant que ces non-conformités constituent des manquements caractérisés à la mise en demeure susvisée ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de prononcer envers la société LOGICOR le paiement d'une amende administrative et d'une astreinte administrative conformément aux dispositions du 4° du II. de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, la société LOGICOR implantée sur le territoire de la commune de PIERRELAYE – Chemin de la Basse Patelle – Zone Industrielle Porte Ouest, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, **dans un délai de TROIS mois à compter de la date de notification du présent arrêté** :

– soit en déposant une demande d'autorisation conformément aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;

– soit en notifiant sa décision d'arrêt d'exploitation de son activité de transit de déchets dangereux.

Article 2 : En application de l'article L.171-7-I du code de l'environnement, la société LOGICOR est tenue, d'exécuter la mesure conservatoire suivante :

– évacuer l'ensemble des déchets dangereux présents sur le site dans les filières adaptées et dûment autorisées. Cette évacuation respecte les dispositions prévues à l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Article 3 : En application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, et afin de garantir la complète exécution de la mesure conservatoire détaillée à l'article 2 du présent arrêté, la société LOGICOR est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière d'un montant de 200€/jour TTC jusqu'à la complète satisfaction des dispositions de l'article 2 du présent arrêté.

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Article 4 : En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les amendes administratives des montants détaillés dans le tableau suivant sont infligées à la société LOGICOR, pour le non-respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé :

Thème abordé	Mise en demeure non-respectée	Montant de l'amende
État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé	3 000,00 €
Moyens de lutte contre l'incendie	Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé	3 000,00 €

À cet effet, un titre de perception d'un montant de **six mille euros (6 000,00 euros)** est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur départemental des finances publiques du Val-d'Oise.

Article 5 : La société LOGICOR est rendue redevable d'astreintes de montants détaillés dans la troisième colonne du tableau suivant jusqu'à satisfaction des dispositions citées dans la deuxième colonne du tableau suivant :

Thème abordé	Mise en demeure non-respectée	Montant de l'astreinte
État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé	100,00 €/jour
Moyens de lutte contre l'incendie	Article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2024 susvisé	100,00 €/jour

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Article 6 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-7 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 9 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de PIERRELAYE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 27 JUIN 2025

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDOT